

Leçon 3.3



Exploitation et abus sexuels

Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs


Expliquer au personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU les normes de conduite de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels (EAS).

Pertinence

En tant que personnel de l'ONU, vous avez l'obligation de respecter les normes de conduite de l'ONU. Les normes de l'ONU prévalent sur toutes les autres lorsque vous êtes au service de l'ONU. L'exploitation et les abus sexuels (EAS) sont considérés comme des fautes graves au sein de l'ONU et sont interdits. Les conséquences de l'EAS peuvent être graves, tant sur le plan professionnel que sur le plan juridique.

Diapositive 1



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Objectifs

- Expliquer au personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU les normes de conduite de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels (EAS).

Pertinence

- En tant que personnel de l'ONU, vous avez l'obligation de respecter les normes de conduite de l'ONU.
- Les normes de l'ONU prévalent sur toutes les autres lorsque l'on est au service de l'ONU.
- L'exploitation et les abus sexuels sont considérés comme des fautes graves au sein de l'ONU et sont interdits.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 1


Résultats de l'apprentissage

Vous serez en mesure :

1. De respecter et faire respecter les normes de conduite de l'ONU en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels.
2. D'être conscient à tout moment des conséquences de l'exploitation et des abus sexuels et des conséquences du non-respect des normes de conduite de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels.
3. De connaître vos obligations en tant que membre du personnel de l'ONU et remplir votre devoir de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels.

Diapositive 2



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Résultats de l'apprentissage

1. Respecter et faire respecter les normes de conduite de l'ONU en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels.
2. Être conscient à tout moment des conséquences de l'exploitation et des abus sexuels et des conséquences du non-respect des normes de conduite de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels.
3. Connaître vos obligations en tant que membre du personnel de l'ONU et remplir votre devoir de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 2

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : 45 minutes (Activité d'apprentissage 3.3.1 incluse).

La leçon	Pages	Diapositive
Tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels	4-5	3
Définitions de l'exploitation et des abus sexuels	6	4
Activité d'apprentissage obligatoire 3.3.1 : Définir l'exploitation et les abus sexuels	7	5
Normes de conduite de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels	7-9	6-7
Conduites prohibées	10-14	8-11
Conséquences de l'exploitation et des abus sexuels	15-21	12-16
Signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels	22-28	17-22
Droits des victimes	28-31	23-27
Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?	31-33	28
Clôture de la leçon	34	29
Document – Résumé des messages clés	35-36	-

Activités d'apprentissage facultatives

Activité d'apprentissage facultative 3.3.2 : Directives et interdictions relatives à l'exploitation et aux abus sexuels

Activité d'apprentissage facultative 3.3.3 : Conséquences de l'exploitation et des abus sexuels

Consultez 3.3 Aide à l'apprentissage



Conseils aux formateurs : Consultez la partie 3.3 Aide à l'apprentissage pour obtenir des conseils sur le démarrage de la leçon, les consignes relatives aux activités d'apprentissage obligatoires, les activités d'apprentissage facultatives et l'évaluation de l'apprentissage.

La leçon

Tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels

Diapositive 3



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Tolérance zéro

- L'impunité et la complaisance ne sont pas tolérées
- Mesures actives de prévention de l'exploitation et des abus sexuels
- Mesures contre **tous** les auteurs

TOLÉRANCE ZÉRO
POUR L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 3



Message clé n°1 : L'ONU applique une politique de tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels (EAS). La tolérance zéro signifie qu'ici :

- Une culture d'impunité et de complaisance envers l'EAS n'est pas tolérée
- Des mesures doivent être activement mises en œuvre pour empêcher les EAS
- Toute personne reconnue coupable de violation des normes de conduite de l'ONU fait l'objet de mesures disciplinaires appropriées.

La politique de tolérance zéro de l'ONU en matière d'EAS est énoncé dans la *Circulaire du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels*.



Référence

- Circulaire du Secrétaire général, Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels – ST/SGB/2003/13, jeudi 9 octobre 2003].

Malheureusement, le personnel des opérations de maintien de la paix commet parfois des fautes. L'ONU a pris des mesures à l'encontre du personnel qui enfreint les normes de conduite en matière d'EAS. Cependant, le problème persiste. L'ONU continue d'améliorer la manière dont elle :


- Reçoit les réclamations et réalise ses enquêtes
- S'assure que des mesures adéquates sont mises en œuvre à l'encontre de tous ceux qui violent les normes.

Les agents de maintien de la paix sont tous responsables individuellement de leur comportement et de la prévention des EAS. Lorsque vous acceptez une mission de l'ONU, vous acceptez de respecter ses normes de conduite. Lorsque vous servez les Nations Unies, vous les représentez pendant votre temps libre et pendant votre journée de travail. L'ONU vous impose des normes de conduite élevées et strictes, car tout ce que vous faites a une incidence sur son image. Vous devez vous comporter conformément aux attentes de l'ONU à l'égard de son personnel et toujours prévenir les EAS. Vous devez faire preuve d'une grande discipline personnelle.

Définitions de l'exploitation et des abus sexuels

Diapositive 4



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Définitions

Exploitation sexuelle

- Le terme « exploitation sexuelle » désigne le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles. Elle peut inclure le fait de tirer un profit financier ou un avantage social ou politique de l'abus sexuel d'autrui.

Abus sexuels

- L'« abus sexuel » désigne tout acte sexuel, réel ou commis sous la menace, sous la contrainte, soit parce qu'une personne est plus forte que l'autre, soit parce que la situation lui confère un pouvoir sur l'autre.

Il s'agit dans les deux cas d'une faute grave

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 4

Le terme « exploitation sexuelle » désigne le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles. Elle peut inclure le fait de tirer un profit financier ou un avantage social ou politique de l'abus sexuel d'autrui.

L'« abus sexuel » désigne tout acte sexuel, réel ou commis sous la menace, sous la contrainte, soit parce qu'une personne est plus forte que l'autre, soit parce que la situation lui confère un pouvoir sur l'autre.

Il existe un déséquilibre de pouvoir inhérent entre le personnel civil et en uniforme de l'ONU et les membres de la communauté locale qui bénéficient des programmes de l'ONU. Le personnel de l'ONU détient un pouvoir qui lui permet de changer des choses importantes pour la communauté locale, telles que l'argent, le lieu de résidence, l'emploi ou la réputation. C'est pourquoi l'ONU décourage fortement les relations sexuelles avec la communauté locale.

Les relations sexuelles entre le personnel de l'ONU et les personnes qui bénéficient des programmes de l'ONU, dans la mesure où elles reposent sur le pouvoir d'une personne sur une autre, nuisent à la crédibilité et à l'intégrité du travail de l'ONU et sont fortement découragées. Pour le personnel en uniforme, les relations sexuelles sont interdites en tant que forme de fraternisation (association avec une personne avec laquelle vous n'êtes pas censé avoir de relations).

Activité d'apprentissage obligatoire 3.3.1

Diapositive 5



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Activité d'apprentissage obligatoire 3.3.1 : Définir l'exploitation et les abus sexuels

Objet : Renforcer la compréhension commune des définitions de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels

Temps imparti : 15 minutes

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 5

Définir l'exploitation et les abus sexuels

Méthode	Travail de groupe et discussion
Objet	Renforcer la compréhension commune des définitions de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels, à l'aide de définitions et d'exemples
Temps imparti	15 minutes
Consultez 3.3 Aide à l'apprentissage pour les consignes.	

Normes de conduite de l'ONU en matière d'exploitation et d'abus sexuels



Conseils aux formateurs : Demandez aux participants de se rappeler la définition et les catégories de fautes de la Leçon 3.2. Répétez la définition pour consolider l'apprentissage. Dans le contexte de l'ONU, une faute peut être constatée lorsque (a) une personne manque à ses obligations et aux règles établies par l'organisation ou (b) ne respecte pas les normes de conduite attendues d'elle et son obligation d'obéir aux lois locales. Les catégories de fautes comprennent les fautes et les fautes graves.


L'exploitation et les abus sexuels (EAS) sont considérés comme des fautes graves au sein de l'ONU.



Message clé n°2 : L'exploitation sexuelle consiste à abuser de son pouvoir à des fins sexuelles. Les abus sexuels sont des actes sexuels non désirés. Il s'agit dans les deux cas d'une faute grave.

Diapositive 6



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Les normes de conduite de l'ONU s'appliquent à l'ensemble du personnel

Personnel civil	Personnel en uniforme
<ul style="list-style-type: none">• Tous les membres du personnel de l'ONU recrutés au niveau international et local• Volontaires de l'ONU• Experts civils• Personnel ou employés d'entités n'appartenant pas aux Nations Unies	<ul style="list-style-type: none">• Les membres des contingents militaires nationaux• Membres des unités nationales de police constituées• Personnel des Nations Unies ayant le statut d'expert en mission, agents de police des Nations Unies (UNPOL), agents pénitentiaires, observateurs militaires et officiers de liaison militaires.

Tolérance zéro à l'égard de toute forme de conduite inappropriée

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 6



Message clé n°3 : Les normes de conduite de l'ONU s'appliquent à l'ensemble du personnel civil et en uniforme. Toutes les catégories de personnel doivent respecter ces normes de conduite.

Les normes de conduite de l'ONU s'appliquent à l'ensemble du personnel de l'ONU, qu'il soit civil, militaire ou policier.

Personnel civil

Tout le personnel civil de l'ONU est tenu de respecter les normes de conduite de l'ONU, à savoir :

- Tout le personnel de l'ONU recruté au niveau international et au niveau local, y compris le personnel des départements et des bureaux du Secrétariat de l'ONU et de ses présences sur le terrain (par exemple, les missions de l'ONU), les bureaux de l'ONU hors siège et les commissions régionales de l'ONU, les agences, fonds et programmes de l'ONU et les agences spécialisées de l'ONU
- Les volontaires de l'ONU (VNU)

- Les experts civils en mission, y compris les observateurs militaires, les officiers militaires déployés, les agents pénitentiaires et judiciaires et les autres membres du personnel fournis par les gouvernements
- Le personnel ou les employés d'entités non onusiennes ou de particuliers ayant conclu un accord de coopération avec les Nations Unies, y compris les stagiaires, les administrateurs auxiliaires, les consultants internationaux et locaux, les partenaires d'exécution et les entrepreneurs individuels et collectifs, y compris les journalistes.


Personnel en uniforme

Tout le personnel en uniforme de l'ONU est tenu de respecter les normes de conduite de l'ONU, à savoir :

- Les membres des contingents militaires nationaux
- Les membres des unités nationales de police constituées (UPC)
- Le personnel de l'ONU ayant le statut juridique d'expert en mission, qui comprend les agents de police de l'ONU (UNPOL), les agents pénitentiaires, les observateurs militaires (OMNU) et les officiers de liaison militaire.

Diapositive 7



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Quelles sont les normes de conduite de l'ONU en matière d'EAS ?

La **Charte des Nations Unies** souligne que lorsque l'Organisation recrute du personnel et fixe ses règles en matière d'emploi, son principal objectif est de garantir les normes les plus élevées en matière d'emploi : **efficacité, compétence et intégrité.**

Les normes de conduite des Nations Unies respectent ces principes :


- Tolérance zéro à l'égard de toute forme de conduite inappropriée, y compris l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel.
- L'obligation de rendre compte des fautes commises, y compris par les personnes en position de commandement ou d'autorité.
- Tout le personnel de l'ONU doit respecter les normes de conduite de l'ONU.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 7

Conduites prohibées

Diapositive 8



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Conduites prohibées

- Toute relation sexuelle avec un enfant (toute personne âgée de moins de 18 ans).
- Les relations sexuelles avec des travailleurs du sexe.
- L'échange d'argent, de nourriture, d'un emploi, de biens, d'une assistance ou de services contre des relations sexuelles ou des faveurs sexuelles (sexe transactionnel).
- L'utilisation d'un enfant ou d'un adulte pour procurer des relations sexuelles à d'autres personnes.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8

Les normes de conduite de l'ONU interdisent ce qui suit :

- Toute relation sexuelle avec un enfant (toute personne âgée de moins de 18 ans)
- Les relations sexuelles avec des travailleurs du sexe
- L'échange d'argent, de nourriture, d'un emploi, de biens, d'une assistance ou de services contre des relations sexuelles ou des faveurs sexuelles (sexe transactionnel)
- L'utilisation d'un enfant ou d'un adulte pour procurer des relations sexuelles à d'autres personnes.

Ces actes sont interdits par les Nations Unies, indépendamment de ce qui est autorisé dans le pays d'accueil ou dans le pays d'origine du personnel.

Les normes de l'ONU prévalent sur toutes les autres lorsque l'on est au service de l'ONU.

Diapositive 9



3.3 Exploitation et abus sexuels

Les activités sexuelles avec des enfants

Les normes de conduite de l'ONU interdisent toute activité sexuelle avec une personne âgée de moins de 18 ans, quel que soit l'âge de la majorité ou l'âge du consentement dans le pays où vous êtes déployé.

- L'âge du consentement est l'âge auquel une personne peut légalement accepter d'avoir des relations sexuelles.
- Une erreur sur l'âge d'un enfant ne constitue pas un moyen de défense valable.
- Si un enfant vous dit qu'il a plus de 18 ans alors qu'il n'a pas l'âge requis, l'ONU vous considérera tout de même comme responsable.

18 ans et plus
Adulte

0 à 17 ans
Enfant

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 9

L'ONU interdit toute activité sexuelle avec des enfants, à tout moment.



Message clé n°4 : Selon les normes de l'ONU, toute personne âgée de moins de 18 ans est considérée comme un enfant, quel que soit l'âge de la majorité dans le pays hôte ou dans votre propre pays. Toute activité sexuelle avec un enfant est interdite.

Un enfant est une personne âgée de moins de 18 ans. Même si vous vous trouvez dans un pays où l'âge de la majorité ou l'âge du consentement (l'âge auquel une personne peut légalement consentir à avoir des relations sexuelles) est inférieur à 18 ans, vous êtes toujours tenu de respecter les normes de conduite plus strictes de l'ONU qui interdisent les relations sexuelles avec toute personne âgée de moins de 18 ans.




Conseils aux formateurs : Insistez sur le fait que, selon les normes de l'ONU, toute personne âgée de moins de 18 ans est considérée comme un enfant et qu'il est interdit d'avoir des relations sexuelles avec un enfant.

Une erreur sur l'âge d'un enfant ne constitue pas un moyen de défense valable en cas d'exploitation et d'abus sexuels.

Si un enfant vous dit qu'il a plus de 18 ans alors qu'il n'a pas l'âge requis, l'ONU vous considérera tout de même comme responsable.

Diapositive 10



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Conduites prohibées

Les relations sexuelles avec des travailleurs du sexe

- L'ONU interdit les relations sexuelles avec les travailleurs du sexe.
- Aucune relation sexuelle avec des travailleurs du sexe, même si la prostitution ou le travail du sexe sont tolérés ou légaux dans le pays, n'est tolérée.

Relations sexuelles en échange d'argent ou de biens

- L'ONU interdit l'échange de relations sexuelles contre de l'argent ou des biens (sexe transactionnel).
- Il est interdit d'échanger de l'argent, de la nourriture, un emploi, des biens, une aide ou des services contre des relations sexuelles ou des faveurs sexuelles.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 10



Message clé n°5 : Les relations sexuelles avec des travailleurs du sexe sont interdites, même si elles sont tolérées ou légales dans le pays d'accueil ou dans votre pays. Tout le personnel de l'ONU doit respecter les normes de conduite de l'ONU.

Vous ne devez pas avoir de relations sexuelles avec des travailleurs du sexe, même si la prostitution ou le travail du sexe sont tolérés ou légaux dans le pays. Dans certains pays, la prostitution ou le travail du sexe sont tolérés et, dans d'autres, ils sont légaux. Cependant, tant que vous travaillez pour les Nations Unies, vous devez respecter les normes de conduite plus strictes de l'ONU qui interdisent les relations sexuelles avec des travailleurs du sexe.



Message clé n°6 : Il est interdit d'échanger des faveurs sexuelles contre d'autres choses. Il est interdit d'échanger de l'argent, de la nourriture, un emploi, des biens, une aide ou des services contre des relations sexuelles ou des faveurs sexuelles.




Exemple

Il est interdit d'offrir à une personne des cadeaux, un nouvel emploi, des rations d'aide alimentaire ou de l'aider à payer ses dépenses familiales en échange de relations sexuelles.

Diapositive 11



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Conduites prohibées

Il est interdit d'utiliser un enfant ou un adulte pour trouver des partenaires sexuels pour d'autres personnes

- L'ONU interdit l'utilisation d'un enfant ou d'un adulte pour trouver des partenaires sexuels pour d'autres personnes.
- Dans le passé, des soldats ont payé des enfants pour qu'ils leur amènent des femmes de la région afin qu'elles aient des relations sexuelles avec eux. Ceci est interdit.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 11



Message clé n°7 : Aucun enfant ni aucun adulte ne doit être utilisé pour trouver ou obtenir l'accès à une personne à des fins sexuelles.

Il est interdit d'utiliser un enfant ou un adulte pour trouver des partenaires sexuels pour d'autres personnes

L'ONU interdit l'utilisation d'un enfant ou d'un adulte pour trouver des partenaires sexuels pour d'autres personnes. Dans le passé, autour des camps militaires de l'ONU, des soldats ont payé des enfants pour qu'ils leur amènent des femmes de la région afin qu'elles aient des relations sexuelles avec eux. Ceci est interdit.

Mesures récentes de l'ONU pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels

Ces mesures donnent un aperçu des actions qui ont un impact sur la manière dont l'ONU lutte contre l'exploitation et les abus sexuels. Les mesures sont réexaminées et adaptées, et de nouvelles mesures sont mises en place sur la base de l'expérience acquise.

- 2016 : Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2272 qui traite des actes d'exploitation et d'abus sexuels commis dans le cadre des opérations de maintien de la paix, y compris des mesures visant à renforcer la responsabilité des pays fournisseurs de troupes et de personnel de police.
- 2016 : Le Secrétaire général nomme un Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation de l'ONU face à l'exploitation et aux abus sexuels dans l'ensemble du système de l'ONU.
- 2017 : Le Secrétaire général présente une stratégie en quatre volets pour lutter de manière plus cohérente contre les comportements sexuels

répréhensibles dans l'ensemble du système de l'ONU. L'élément central de la stratégie est un mandat à l'échelle du système pour placer les droits et la dignité des victimes au premier plan (y compris leur prise en charge, leur sécurité et leur bien-être) dans toutes les mesures de prévention et de lutte contre l'exploitation et les abus.

- 2017 : Le Secrétaire général nomme un défenseur des droits des victimes à l'échelle du système chargé d'orienter les efforts visant à intégrer une approche fondée sur les droits des victimes dans les mesures de prévention et de lutte de toutes les entités de l'ONU.
- À partir de 2018 : Les défenseurs des droits des victimes sont déployés dans quatre missions sur le terrain (République centrafricaine, République démocratique du Congo, Haïti, Soudan du Sud).
- 2023 : Le groupe directeur de haut niveau du Secrétaire général sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels approuve une déclaration des droits des victimes de l'exploitation et des abus sexuels.



Référence

- Résolution 2272 du Conseil de sécurité de l'ONU, Opérations de maintien de la paix de l'ONU (2016).

Quels sont les comportements fortement déconseillés par les Nations Unies ?

Si vous n'êtes pas certain qu'un comportement enfreigne les normes de conduite de l'ONU, abstenez-vous de le faire.

Comme indiqué précédemment, n'oubliez pas que certains comportements sont déconseillés en raison du déséquilibre des pouvoirs entre le personnel de l'ONU et les communautés locales.

Les comportements sexuels inappropriés ont un impact négatif profond sur les victimes et les communautés à court et à long terme. Ils brisent la confiance parmi les populations, sapent la légitimité et la crédibilité de l'ONU et peuvent compromettre et entraver leur travail. Les relations entre le personnel de l'ONU et les membres des communautés locales peuvent mettre en danger la sécurité des victimes, de leurs familles et des membres de leurs communautés. Elles peuvent également mettre en danger la sécurité d'autres membres du personnel de l'ONU, même si ceux-ci ne sont pas impliqués et se comportent correctement.

Conséquences de l'exploitation et des abus sexuels


Dans cette partie de la leçon, vous apprendrez les réponses aux questions suivantes :

- Quelles sont les conséquences des actes d'exploitation et d'abus sexuels sur les victimes ?
- Quelles sont les conséquences pour le personnel de l'ONU qui commet des actes d'exploitation et d'abus sexuels ?
- Comment l'exploitation et les abus sexuels nuisent-ils à l'image de l'ONU et compromettent-ils son travail ?

Impact de l'exploitation et des abus sexuels sur les victimes

Diapositive 12



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Impact de l'exploitation et des abus sexuels sur les victimes

- Les victimes subissent des préjudices physiques, psychologiques et sociaux
- Caused des dommages et des souffrances durables aux victimes
- Les victimes souffrent d'un syndrome de stress post-traumatique
- De nombreuses victimes se retrouvent avec des enfants

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 12



Message clé n°8 : L'exploitation et les abus sexuels causent des dommages physiques, psychologiques et sociaux aux victimes. Les personnes que nous devons servir et protéger ne doivent pas devenir nos victimes.

L'exploitation et les abus sexuels causent des dommages physiques, psychologiques et sociaux aux victimes. Les comportements sexuels répréhensibles causent des dommages et des souffrances durables aux victimes. Les victimes souffrent de problèmes de santé accrus (en termes de santé mentale et physique, notamment syndrome de stress post-traumatique (SSPT), honte, culpabilité et dépression, exposition aux infections sexuellement transmissibles, automutilation). De nombreuses victimes se retrouvent avec des enfants.

Atteinte à l'intégrité physique :

- Ecchymoses et blessures, problèmes liés à l'appareil reproducteur, grossesse non désirée, dysfonctionnement sexuel, contraction du VIH ou d'autres infections sexuellement transmissibles.

Préjudice émotionnel et psychologique :

- Sentiments de honte et de culpabilité, mauvaise estime de soi, anxiété, dépression, troubles de l'alimentation et du sommeil, comportement suicidaire et automutilation, abus d'alcool et de drogues, comportement sexuel à risque et syndrome de stress post-traumatique.

Préjudice social :

- Dans de nombreux pays, il existe des normes sociales strictes concernant le comportement attendu des femmes, des hommes, des filles et des garçons. En cas d'exploitation et d'abus sexuels, les familles et les communautés peuvent sanctionner les victimes pour avoir enfreint ces normes sociales, même contre leur gré.
- Les victimes peuvent être maltraitées par leur famille, contraintes de quitter leur domicile ou perdre le soutien financier de leur famille. Les victimes peuvent être exclues de leur communauté.
- Dans certains pays, les victimes peuvent être arrêtées par la police, par exemple pour avoir eu des relations sexuelles hors mariage.
- Les victimes peuvent être contraintes de se marier avec l'agresseur.



Message clé n°9 : Les enfants nés à la suite d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel doivent recevoir les soins dont ils ont besoin. Les conséquences médicales, juridiques, psychologiques et sociales directement liées à l'exploitation et aux abus sexuels doivent être prises en charge dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

L'ONU collabore avec les États Membres pour donner suite, dans les domaines où elle le peut, aux demandes relatives à la paternité et à la pension alimentaire.


Un enfant né à la suite d'actes d'EAS par le personnel de l'ONU peut être désavantagé et victime de discrimination tout au long de sa vie. Élevé dans une extrême pauvreté, un tel enfant est plus susceptible de souffrir de malnutrition, de ne pas aller à l'école et de mourir prématurément de maladies évitables.

Un enfant né à la suite d'actes d'EAS commis par un membre du personnel de l'ONU est également susceptible de subir des discriminations et un sentiment de honte, et pourrait être plus exposé à des formes d'abus identiques ou similaires.

Conséquences des actes d'exploitation et d'abus sexuels

Diapositive 13



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Conséquences de l'exploitation et des abus sexuels

Conséquences si vous commettez des actes d'exploitation et d'abus sexuels :

- Vous portez préjudice aux individus, à leurs familles et à leurs communautés
- Vos actes auront un impact sur les Nations Unies et sur toutes les réalisations auxquelles vous avez contribué
- Perception négative de l'ONU par le public
- Votre sécurité et votre santé peuvent être menacées
- Il sera mis fin à votre contrat ou service avec l'ONU et vous ne pourrez plus jamais travailler avec l'ONU
- Vous pourrez faire l'objet de sanctions administratives de la part de votre propre pays
- Votre réputation sera ruinée et vous subirez des pertes financières

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13


Les conséquences suivantes peuvent survenir si vous commettez des actes d'EAS :

- Vos actes porteront préjudice aux individus, à leurs familles et à leurs communautés.
- Vos actes auront un impact sur l'organisation, sur les résultats auxquels vous avez contribué dans le cadre de votre travail et sur la façon dont l'ONU est perçue par le grand public (ce point sera expliqué plus en détail ultérieurement).
- Votre sécurité et votre santé peuvent être menacées
- Votre vie professionnelle et personnelle en pâtira
- Vous ne pourrez plus occuper de fonction au sein de l'ONU à l'avenir. L'ONU a mis en place un mécanisme qui garantit que les auteurs d'infractions antérieures ne soient pas reconduits dans leurs fonctions ou réaffectés au sein de l'ONU ou du système de l'ONU.
- Votre pays peut également imposer ses propres sanctions administratives, telles que la destitution d'un poste de commandement et la suppression des avantages sociaux.
- Votre réputation personnelle et professionnelle s'en trouvera affectée. Vous risquez d'être rejeté par vos pairs et/ou votre communauté, et vos relations avec votre famille et vos amis pourraient se détériorer.

Action en justice et responsabilité en matière de pension alimentaire

Diapositive 14



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Conséquences de l'exploitation et des abus sexuels

Action en justice et responsabilité en matière de pension alimentaire

- L'ONU fournira une aide juridique pour établir la paternité d'un enfant et obtenir une pension alimentaire.
- L'ONU peut aider à collecter l'ADN du personnel de l'ONU pour les demandes de paternité.
- Si une décision de justice est rendue, l'ONU déduira la pension alimentaire des salaires du personnel.
- Si une décision de justice est rendue à l'encontre d'un membre du personnel en uniforme, l'ONU la transmet au pays fournisseur de troupes ou de forces de police concerné pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 14

Si une femme ou une jeune fille qui a subi des actes d'exploitation ou d'abus sexuels a un enfant ou est enceinte à la suite de ces abus, l'ONU l'aidera à obtenir des informations et une assistance juridique afin d'établir la paternité de l'enfant et d'obtenir une pension alimentaire, si elle le souhaite.

Un agent de maintien de la paix dont la paternité d'un enfant est prouvée doit honorer ses obligations légales privées, y compris toute décision de justice exigeant le paiement d'une pension alimentaire.

L'ONU peut aider à prélever l'ADN du personnel de l'ONU dans le cadre de demandes de reconnaissance de paternité, généralement avec le consentement du père présumé. Si une décision de justice est rendue, l'ONU déduira la pension alimentaire des salaires du personnel. Si une décision de justice est rendue à l'encontre d'un membre du personnel en uniforme, l'ONU la transmettra à son pays pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent.



Message clé n°10 : L'exploitation et les abus sexuels nuisent au travail de l'ONU, notamment à sa capacité à mettre en œuvre ses mandats. Ils constituent également un risque pour la réputation de l'ONU.

Les actes d'exploitation et d'abus sexuels nuisent à l'image et à la crédibilité de l'ONU. Cela affaiblit la capacité de l'ONU à mettre en œuvre son mandat et à travailler efficacement.



Exemples

Les allégations d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel de l'ONU ont éclipsé le travail important que l'ONU accomplit pour apporter la paix et la sécurité et ont détourné le temps et les ressources de la direction de la mise en œuvre du mandat. Dans les pays où l'ONU a pour mandat de protéger les civils, les actes d'exploitation et d'abus sexuels vont directement à l'encontre de ce mandat.




Dans certains pays, des femmes ont été victimes de traite et contraintes de travailler dans l'industrie du sexe. Lorsque des membres du personnel de l'ONU achètent des services sexuels, cela peut alimenter la traite des êtres humains et compromettre le travail de l'ONU et d'autres organisations dans la lutte contre la criminalité grave et organisée.

L'exploitation et les abus sexuels nuisent au travail de l'ONU

Diapositive 15



3.3 Exploitation et abus sexuels 

L'exploitation et les abus sexuels nuisent au travail de l'ONU

- Les actes d'EAS nuisent à l'image et à la crédibilité des Nations Unies, à la réputation des pays fournisseurs de troupes et de forces de police et affaiblissent la capacité de l'Organisation à mettre en œuvre son mandat et à accomplir son travail efficacement.
- Dans les pays où l'ONU a pour mandat de protéger les civils, les actes d'exploitation et d'abus sexuels vont directement à l'encontre de ce mandat.
- L'achat de services sexuels par le personnel de l'ONU peut alimenter la traite des êtres humains, compromettre le travail de l'ONU et l'empêcher, ainsi que d'autres organisations, de lutter contre la grande criminalité et la criminalité organisée.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 15

L'ensemble du personnel de l'ONU doit respecter les normes de conduite de l'Organisation en matière d'exploitation et d'abus sexuels, faute de quoi ses actions peuvent avoir de graves conséquences, notamment les suivantes :


- Nuire au soutien des donateurs à l'ONU et à son travail.
- Nuire à la réputation des pays qui fournissent des troupes et des forces de police à l'étranger.
- Causer des dommages physiques, émotionnels, psychologiques et sociaux aux victimes. Comme décrit précédemment, un enfant né à la suite d'actes d'EAS commis par le personnel de l'ONU peut être désavantagé et victime de discrimination tout au long de sa vie.

- La légitimité et la crédibilité de l'ONU sont compromises, ce qui nuit à sa capacité à remplir son mandat.

Les poursuites

Diapositive 16



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Conséquences de l'exploitation et des abus sexuels

Les poursuites

- Le Secrétaire général des Nations Unies peut lever l'immunité fonctionnelle pour permettre des poursuites pénales.
- Le personnel en uniforme sera rapatrié par les Nations Unies
- Vous risquez d'être traduit devant une cour martiale ou de faire l'objet d'autres procédures disciplinaires.
- Possibilité de licenciement ou d'emprisonnement.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 16

Si une allégation d'exploitation et d'abus sexuels est avérée, les conséquences seront graves. Les membres du personnel de l'ONU qui commettent des actes d'exploitation et d'abus sexuels peuvent être poursuivis en justice (les personnes reconnues coupables de viol seront poursuivies) et leur sécurité et leur santé individuelles peuvent être menacées. Le Secrétaire général peut lever l'immunité fonctionnelle du personnel de l'ONU pour permettre des poursuites pénales, ce qu'il a déjà fait par le passé. Le personnel en uniforme sera rapatrié et passera généralement devant une cour martiale.



Message clé n°11 : Les conséquences des actes d'EAS pour un agent de maintien de la paix sont graves, tant sur le plan professionnel que sur le plan juridique.

Outre les conséquences évoquées précédemment, les conséquences suivantes peuvent se produire si une allégation d'exploitation et d'abus sexuels s'avère fondée :

- Le personnel de l'ONU, y compris les civils, les militaires et les policiers, ne sera pas autorisé à travailler pour les Nations Unies ou à servir sous le drapeau de l'ONU
- Les civils de l'ONU seront démis de leurs fonctions
- Les accords de coopération avec les ONG, les entrepreneurs du secteur privé, les consultants et les stagiaires peuvent être résiliés

- Le personnel en uniforme sera rapatrié par les Nations Unies pour répondre de ses actes devant la justice de son pays d'origine
- S'il existe des preuves crédibles d'exploitation et d'abus sexuels généralisés ou systématiques, l'ONU peut rapatrier une unité militaire entière ou une unité de police constituée
- Des antécédents de mauvaise conduite, en particulier d'exploitation et d'abus sexuels, peuvent avoir une incidence sur les décisions de déployer des forces de police ou des troupes d'un pays.
- L'ONU peut infliger une amende au personnel de l'ONU et retenir les paiements dus aux personnes licenciées pour des faits d'exploitation et d'abus sexuels.
- L'ONU peut également retenir les paiements dus aux pays fournisseurs troupes et de forces de police si leur personnel en uniforme est reconnu coupable d'exploitation et d'abus sexuels.


Les agents en uniforme qui se livrent à des actes d'exploitation et d'abus sexuels sont rapatriés par l'ONU et font généralement l'objet d'une cour martiale ou d'autres procédures disciplinaires engagées par les autorités nationales. Ces procédures peuvent aboutir à un licenciement et à une peine d'emprisonnement.

Vous bénéficiez de privilèges et d'immunités qui vous permettent d'exercer vos fonctions professionnelles. Ces privilèges et immunités ne peuvent en aucun cas être utilisés pour protéger le personnel de l'ONU contre des poursuites pour exploitation et abus sexuels ou tout autre crime que vous auriez pu commettre. Si vous commettez un délit, vous serez poursuivi.

Signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels

Diapositive 17



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels

Vous devez toujours signaler immédiatement les allégations aux Nations Unies

- N'attendez pas, signalez immédiatement à l'ONU les allégations d'actes d'EAS commis par le personnel de l'ONU.
- N'essayez pas de savoir si l'allégation est vraie avant de la signaler. Quel est le rôle d'une enquête ?

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 17




Message clé n°12 : Signalez immédiatement à l'ONU toute allégation d'exploitation et d'abus sexuels commis par du personnel de l'ONU.

Il est impératif de signaler toute allégation d'exploitation et d'abus sexuels à l'ONU.

- N'attendez pas. Signalez immédiatement à l'ONU toute allégation d'exploitation et d'abus sexuels commis par du personnel des Nations Unies.
- N'essayez pas de savoir si l'allégation est fondée avant de la signaler aux Nations Unies. C'est à l'enquête de le déterminer.

Diapositive 18



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels

Vous devez déclarer les éléments suivants :

- Signaler toute suspicion, préoccupation, rumeur ou plainte selon laquelle le personnel de l'ONU a commis des actes d'EAS.
- Même si vous avez un soupçon général, signalez-le

Lors du signalement, indiquez :

- **Qui** était impliqué ?
- **Que** s'est-il passé ?
- **Où** cela s'est-il passé ?
- **Quand** cela s'est-il passé ?

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 18

Vous devez signaler à l'ONU tout soupçon, préoccupation, rumeur ou plainte selon lesquels des membres du personnel de l'ONU se seraient livrés à des actes d'exploitation et d'abus sexuels. Parfois, vous ne pourrez signaler qu'un soupçon général.

Toutefois, dans la mesure du possible, soyez précis et signalez :

- **Qui** était impliqué ?
- **Que** s'est-il passé ?
- **Où** cela s'est-il passé ?
- **Quand** cela s'est-il passé ?

Canaux de signalement : Où et comment faire un signalement ?

Diapositive 19



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Canaux de signalement

Le personnel de l'ONU doit signaler les allégations d'EAS à :

- Le chef de mission
- Équipe Conduite et discipline (ou les référents)
- Bureau des services de contrôle interne (BSCI) des Nations Unies
- Chefs des composantes civile, militaire et policière ou autres responsables hiérarchiques

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 19

Divers bureaux et services d'assistance sont à la disposition du personnel et des personnes extérieures (victimes, témoins et témoins passifs) pour les aider à signaler les allégations d'exploitation et d'abus sexuels. Une fois le signalement effectué, ces bureaux jouent différents rôles de soutien.

Le personnel de l'ONU doit signaler les allégations d'exploitation et d'abus sexuels à l'une des personnes suivantes :

- Le chef de mission
- Équipes Conduite et discipline ou les référents Conduite et discipline (pour l'ensemble du personnel).
- Le chef de la composante civile ou d'autres supérieurs hiérarchiques (pour le personnel civil).
- Le chef de la composante police ou une autre personne de la chaîne de commandement (pour le personnel de police et pénitentiaire).
- Le chef de la composante militaire ou une autre personne de la chaîne de commandement (pour le personnel militaire).
- Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de l'ONU est un organe indépendant chargé d'enquêter sur les allégations de fautes professionnelles (pour l'ensemble du personnel). Les plaintes adressées au BSCI peuvent être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : oioshotline@un.org.

Diapositive 20



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Canaux de signalement

Des allégations peuvent également être rapportées par la population locale :

- Les victimes, les témoins ou les personnes agissant au nom de la victime peuvent signaler des allégations.
- Ils peuvent les **signaler** par l'intermédiaire de lignes téléphoniques d'urgence, des courriers électroniques, des réseaux communautaires et des responsables des droits des victimes.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 20

Dans les missions de terrain de l'ONU, il est fortement recommandé de **signaler les allégations aux équipes Conduite et discipline** ou aux référents Conduite et discipline, car ceux-ci ont pour rôle officiel de conseiller le chef de mission sur toutes les questions de conduite et de discipline et d'assurer le suivi des allégations.

Les allégations peuvent également être signalées par la population locale, qu'il s'agisse d'une victime, d'un témoin ou d'une personne agissant au nom de la victime. Plusieurs canaux de signalement sont disponibles, notamment des lignes téléphoniques d'urgence, des adresses électroniques et des réseaux communautaires.

Comme mentionné précédemment, des responsables des droits des victimes sont en place en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Haïti et au Soudan du Sud. Ces responsables sont le point de contact des victimes sur le terrain et prennent des mesures pour garantir qu'une approche centrée sur les victimes, sensible à la dimension de genre et à l'enfance et non discriminatoire soit intégrée dans le système d'aide aux victimes de l'ONU.

Comment signaler l'exploitation et les abus sexuels

Les signalements peuvent être effectués de manière anonyme. Cela signifie que vous n'êtes pas obligé de donner votre nom lorsque vous signalez un soupçon d'exploitation ou d'abus sexuel, bien que vous puissiez le faire si vous le souhaitez. Les plaintes anonymes seront traitées tout aussi sérieusement. Toutefois, si vous décidez de faire un signalement anonyme, veuillez fournir suffisamment de détails pour permettre une corroboration indépendante de l'allégation. Dans le cas contraire, il pourrait être impossible d'enquêter. Le personnel de l'ONU bénéficie d'une protection contre les représailles pour avoir signalé des fautes professionnelles et pour avoir coopéré à des audits ou des enquêtes dûment autorisés. Le Bureau de la déontologie peut être contacté en cas d'actes de représailles.

Les personnes qui déposent une plainte malveillante pour exploitation et abus sexuels qu'elles savent être fausses enfreignent elles-mêmes les normes de conduite de l'ONU et se rendent coupables d'une faute grave. Les membres du personnel de l'ONU peuvent être licenciés s'ils signalent de mauvaise foi un soupçon d'exploitation et d'abus sexuels par le personnel de l'ONU, c'est-à-dire s'ils signalent un soupçon qu'ils savent être faux.

Diapositive 21



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Méthodes de signalement

Les signalements peuvent être effectués de manière anonyme :

- Vous n'êtes pas obligé de donner votre nom lorsque vous signalez une allégation.
- Les plaintes anonymes seront traitées tout aussi sérieusement.

Le personnel de l'ONU est protégé contre les représailles en cas de signalement :

- Vous bénéficiez d'une protection contre les représailles pour avoir signalé des fautes et pour avoir coopéré à des audits ou des enquêtes dûment autorisés.
- Le bureau de la déontologie des Nations Unies peut être contacté en cas d'actes de représailles à l'adresse suivante : ethicsoffice@un.org.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 21

Une fois qu'une allégation a été signalée, qui enquête sur les cas d'exploitation et d'abus sexuels commis par du personnel de l'ONU ?

Les pays fournisseurs de troupes de l'ONU et leurs enquêteurs nationaux sont chargés d'enquêter sur les membres de leurs contingents militaires nationaux.

- Les pays fournisseurs de troupes sont tenus de mener à bien une enquête sur une allégation d'exploitation et d'abus sexuels dans un délai de six mois, sauf circonstances exceptionnelles.
- Si un pays fournisseur de troupes n'est pas en mesure ou n'est pas disposé à mener sa propre enquête, l'ONU peut alors mener l'enquête à sa place.
- Si un pays fournisseur de troupes n'a pas pris les mesures appropriées pour enquêter sur les allégations, l'ONU peut remplacer toutes les unités militaires de ce pays par des unités provenant d'un autre pays.

L'ONU est chargée d'enquêter sur tous les autres membres de son personnel.

- L'ONU mène des enquêtes sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel de l'ONU, les volontaires de l'ONU (VNU), la police de l'ONU (UNPOL), les agents pénitentiaires de l'ONU et les officiers de liaison militaires de l'ONU.
- Comme indiqué précédemment, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) est l'organe de l'ONU chargé des enquêtes.

Diapositive 22



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Allégations fausses, malveillantes et de mauvaise foi

- Les membres du personnel de l'ONU peuvent être licenciés s'ils signalent de mauvaise foi un soupçon d'exploitation et d'abus sexuels par le personnel de l'ONU, c'est-à-dire s'ils signalent un soupçon qu'ils savent être faux.



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 22



Message clé n°13 : Une fois qu'un signalement a été fait, les pays fournisseurs de troupes de l'ONU sont chargés d'enquêter sur les membres de leurs contingents militaires nationaux. L'ONU est chargée d'enquêter sur tous les autres membres de son personnel.

L'ONU mettra tout en œuvre pour que les auteurs d'actes d'EAS soient tenus responsables de leurs actes. Il peut s'agir d'une action disciplinaire interne ou d'une coopération avec les États Membres.

L'ONU communique les résultats de l'enquête au grand public une fois celle-ci terminée. Le public a accès aux résultats des enquêtes.

Le Secrétaire général publie un rapport annuel sur les EAS commis par le personnel de l'ONU, qui comprend des statistiques et des informations sur les résultats des enquêtes et les mesures prises par l'ONU et ses États Membres. Si une allégation d'actes de EAS se révèle fausse, l'ONU communique également cette information afin de rétablir la réputation de l'ONU et de ses États Membres.

L'ONU mettra tout en œuvre pour que les auteurs d'exploitation et d'abus sexuels répondent de leurs actes. Il peut s'agir d'une action disciplinaire interne ou d'une coopération avec les États Membres.

Tenue de registres et suivi des données relatives aux allégations d'EAS

Lorsque des informations concernant d'éventuelles allégations d'exploitation et d'abus sexuels sont reçues, elles sont évaluées par les chefs de mission, par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (DSPGC)

et/ou par le BSCI. Les informations reçues par différentes entités sont vérifiées et comparées.

Il s'agit d'un processus continu qui vise à confirmer si les informations reçues se rapportent à de nouvelles allégations. Les données relatives aux allégations d'exploitation et d'abus sexuels sont mises à jour une fois que la vérification et l'évaluation des informations ont été effectuées, ou lorsque des informations ont été reçues sur les résultats des enquêtes ou des mesures prises en réponse à des allégations fondées.




Message clé n°14 : Ce sont les victimes qui subissent les conséquences les plus néfastes et les plus directes de l'exploitation et des abus sexuels. L'ONU a un devoir de diligence et l'obligation de fournir un soutien et une assistance aux victimes.

Droits des victimes

Diapositive 23



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Droits des victimes

L'ONU a un devoir de diligence et l'obligation de fournir un soutien et une assistance aux victimes


1. Le droit d'être traité avec respect
2. Le droit de recevoir une assistance et un soutien
3. Le droit à la justice et à la réparation
4. Le droit de décider de son degré d'implication dans les processus de l'ONU
5. Le droit d'obtenir des informations

Conformément à la politique du Secrétaire général visant à placer les droits et la dignité des victimes au centre de la prévention et de la réponse de l'ONU

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 23

Diapositive 24



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Droits des victimes

L'ONU a un devoir de diligence et l'obligation de fournir un soutien et une assistance aux victimes

6. Le droit d'être entendu
7. Le droit à la vie privée et à la confidentialité
8. Le droit d'être protégé
9. Le droit de recours
10. Le droit de porter plainte

Conformément à la politique du Secrétaire général visant à placer les droits et la dignité des victimes au centre de la prévention et de la réponse de l'ONU

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 24

Lorsque des actes d'exploitation et d'abus sexuels sont commis par du personnel de l'ONU, l'Organisation a un devoir de diligence et l'obligation de fournir un soutien et une assistance aux victimes.

En 2007, l'Assemblée générale a adopté la *Stratégie globale de l'ONU d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation ou d'agression sexuelles commis par des membres du personnel de l'ONU ou du personnel apparenté (stratégie globale)*. La politique du Secrétaire général consistant à placer les droits et la dignité des victimes au centre de la prévention et de la réponse de l'ONU souligne que les victimes ont des droits qui doivent être respectés.

Cette approche est fondée sur dix droits interdépendants, à savoir :

- Le droit d'être traité avec respect
- Le droit de recevoir une assistance et un soutien
- Le droit à la justice et à la réparation
- Le droit de décider de son degré d'implication dans les processus de l'ONU
- Le droit d'obtenir des informations
- Le droit d'être entendu
- Le droit à la vie privée et à la confidentialité
- Le droit d'être protégé
- Le droit de recours
- Le droit de porter plainte (si une victime estime que ses droits n'ont pas été respectés par le personnel ou des personnes extérieures à l'ONU).

Diapositive 25



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Aide aux victimes

Dès que l'ONU a connaissance d'une allégation d'EAS, la victime a le droit à :

- Un soutien rapide et efficace
- Une assistance en fonction de ses besoins




MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 25

Quelle est l'aide disponible pour les victimes ?

Dès qu'une allégation de comportement sexuel inapproprié est portée à la connaissance de l'ONU, une victime a le droit de rechercher et de recevoir rapidement et efficacement un soutien et une assistance adaptés à ses besoins individuels.

Diapositive 26



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Aide aux victimes

Assistance immédiate aux victimes :

- Aide d'urgence
- Soins médicaux
 - Y compris les soins de santé sexuelle et reproductive
- Soutien psychologique
- Moyens de subsistance et assistance matérielle de base
 - Nourriture, transport et abri sûr


MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 26

Assistance immédiate aux victimes

L'assistance immédiate peut inclure une aide d'urgence, telle que des soins médicaux, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive, un soutien psychologique et une aide matérielle de base, telle que de la nourriture, des vêtements, des moyens de transport et un hébergement sûr.

Diapositive 27



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Aide aux victimes

Assistance à long terme aux victimes :

- Soins de santé complets
- Soutien psychologique
- Accès à une aide juridique
 - Y compris les demandes de paternité et de pension alimentaire pour enfants
- Soutien aux moyens de subsistance
- Formation professionnelle

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 27


Assistance à plus long terme aux victimes

Si une victime le souhaite ou en a besoin, l'ONU l'aidera à rechercher et à obtenir une assistance à plus long terme, telle que des soins de santé complets, un soutien psychologique, l'accès à une assistance juridique (notamment en ce qui concerne les demandes de paternité et de pension alimentaire), un soutien aux moyens de subsistance et une formation professionnelle.

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

Diapositive 28



3.3 Exploitation et abus sexuels 

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

Les normes uniformes en matière d'EAS énoncent les principes suivants :

- Les activités sexuelles avec les enfants (personnes de moins de 18 ans) sont interdites.
- L'échange d'argent, d'offres d'emploi, de marchandises, d'assistance ou de services contre des faveurs sexuelles, notamment avec des prostitués(ées), est interdit.
- Le recours à des enfants ou adultes pour trouver des partenaires sexuels à d'autres personnes est interdit.
- Les relations sexuelles avec les bénéficiaires de l'assistance sont fortement déconseillées.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 28

Comme indiqué plus haut, des normes uniformes en matière d'EAS sont établies :

- Les activités sexuelles avec les enfants (personnes de moins de 18 ans) sont interdites
- L'échange d'argent, d'offres d'emploi, de marchandises, d'assistance ou de services contre des faveurs sexuelles, notamment avec des prostitués(ées), est interdit
- Le recours à des enfants ou adultes pour trouver des partenaires sexuels à d'autres personnes est interdit
- Les relations sexuelles avec les bénéficiaires de l'assistance sont fortement déconseillées

Pour prévenir les actes d'EAS :

- Vous devez posséder une forte discipline personnelle.
- Vous devez vous comporter conformément aux attentes de l'ONU à l'égard de son personnel.
- Vous devez créer et maintenir un environnement qui prévient les actes d'EAS. Cette règle s'applique indépendamment de ce que vous pensez de cette situation ou de la possibilité qu'elle se produise dans votre lieu d'affectation.
- Vous devez signaler les soupçons ou préoccupations en matière d'EAS au bureau adéquat de la mission ou aux BSCI. Les personnes qui signalent des préoccupations qui, par la suite, se révèlent inexactes, ne subissent aucune répercussion lorsqu'elles effectuent ce signalement de bonne foi.

Les responsables et commandants doivent s'efforcer de prévenir les problèmes de faute notamment les actes d'EAS. Les personnes occupant ces postes ont un rôle important à jouer pour montrer ce que signifie la « tolérance zéro ». Les problèmes de mauvaise conduite soulèvent également des problèmes de mauvaise gestion.

En matière de mesures de prévention, les responsables et commandants doivent :

- Donner le ton et l'exemple,
- Fournir des installations de bien-être et de loisirs,
- Assurer la relève régulière des troupes dans les zones éloignées,
- Garantir une formation initiale et continue sur les comportements inappropriés et les actes d'EAS.

En matière de mesures d'application, les responsables et commandants doivent :

- Mettre en place des procédures de réclamation internes
- Insister sur l'obligation de signalement
- Mettre en place une politique de non-fraternisation, un couvre-feu, des zones interdites et des patrouilles

- Coordonner les enquêtes

Clôture de la leçon

Diapositive 29



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document - Résumé des messages clés

Message clé n°1 : L'ONU applique une politique de tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels (EAS). La tolérance zéro signifie qu'ici :

- Une culture d'impunité et de complaisance envers l'EAS n'est pas tolérée
- Des mesures doivent être activement mises en œuvre pour empêcher les EAS
- Toute personne reconnue coupable de violation des normes de conduite de l'ONU fait l'objet de mesures disciplinaires appropriées.

Message clé n°2 : L'exploitation sexuelle consiste à abuser de son pouvoir à des fins sexuelles. Les abus sexuels sont des actes sexuels non désirés. Il s'agit dans les deux cas d'une faute grave.

Message clé n°3 : Les normes de conduite de l'ONU s'appliquent à l'ensemble du personnel civil et en uniforme. Toutes les catégories de personnel doivent respecter ces normes de conduite.

Message clé n°4 : Selon les normes de l'ONU, toute personne âgée de moins de 18 ans est considérée comme un enfant, quel que soit l'âge de la majorité dans le pays hôte ou dans votre propre pays. Toute activité sexuelle avec un enfant est interdite.

Message clé n°5 : Les relations sexuelles avec des travailleurs du sexe sont interdites, même si elles sont tolérées ou légales dans le pays d'accueil ou dans votre pays. Tout le personnel de l'ONU doit respecter les normes de conduite de l'ONU.

Message clé n°6 : Il est interdit d'échanger des faveurs sexuelles contre d'autres choses. Il est interdit d'échanger de l'argent, de la nourriture, un emploi, des biens, une aide ou des services contre des relations sexuelles ou des faveurs sexuelles.

Message clé n°7 : Aucun enfant ni aucun adulte ne doit être utilisé pour trouver ou obtenir l'accès à une personne à des fins sexuelles.

Message clé n°8 : L'exploitation et les abus sexuels causent des dommages physiques, psychologiques et sociaux aux victimes. Les personnes que nous devons servir et protéger ne doivent pas devenir nos victimes.

Message clé n°9 : Les enfants nés à la suite d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel doivent recevoir les soins dont ils ont besoin. Les conséquences médicales, juridiques, psychologiques et sociales directement liées à l'exploitation et aux abus sexuels doivent être traitées dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Message clé n°10 : L'exploitation et les abus sexuels nuisent au travail de l'ONU, notamment à sa capacité à mettre en œuvre ses mandats. Ils constituent également un risque pour la réputation de l'ONU.

Message clé n°11 : Les conséquences des actes d'EAS pour un agent de maintien de la paix sont graves, tant sur le plan professionnel que sur le plan juridique.

Message clé n°12 : Signalez immédiatement à l'ONU toute allégation d'exploitation et d'abus sexuels commis par du personnel de l'ONU.

Message clé n°13 : Une fois qu'un signalement a été fait, les pays fournisseurs de troupes de l'ONU sont chargés d'enquêter sur les membres de leurs contingents militaires nationaux. L'ONU est chargée d'enquêter sur tous les autres membres de son personnel.

Message clé n°14 : Ce sont les victimes qui subissent les conséquences les plus néfastes et les plus directes de l'exploitation et des abus sexuels. L'ONU a un devoir de diligence et l'obligation de fournir un soutien et une assistance aux victimes.